



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° 150 /AAONO/MINTP/CIPM-TCRI/2026 du 30 JUIN 2026
**EN PROCEDURE D'URGENCE, POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE
REHABILITATION ET EQUIPEMENT DES CENTRES DE METIERS DES
TRAVAUX PUBLICS, DANS LES VILLES DE BERTOUA, MBOUDA ET KUMBA
(LOTS 1, 2 ET 3).**

**FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DU MINTP,
EXERCICES 2026, 2027 et 2028.**

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le présent Appel d'Offres a pour objet l'exécution des travaux de réhabilitation et équipement des Centres de Métiers des Travaux Publics, dans les villes de Bertoua, Mbouda et Kumba (Lots 1, 2 et 3).

2. Consistance des travaux

Les travaux à exécuter dans le cadre du présent Appel d'Offres comprennent les opérations suivantes :

- Installations de chantier, amenée et repli du matériel et études géotechniques et d'exécution des ouvrages ;
- Nettoyage et terrassement : Débroussaillage, abattage d'arbres, déblai ordinaire mis en dépôt, remblai en graveleux latéritique et mise en forme de la plateforme ;
- Implantations des ouvrages ;
- Fondations ;
- Elévations ;
- Charpente bois et couverture ;
- Etanchéité ;
- Menuiseries bois ;
- Menuiseries métalliques et ferronneries ;
- Menuiseries aluminium ;
- Electricité courants forts et courants faibles ;
- Climatisation et de la ventilation ;
- Plomberie sanitaire ;
- Revêtements ;
- Faux plafonds ;
- Peinture ;
- Vitrerie ;
- Voiries et réseaux divers ;
- Etudes et du contrôle géotechnique.

3. Allotissement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres, sont constitués en trois (03) lots présentés comme suit :

N° Lot	Régions	Intitulés	Types d'intervention
1	Est	Réhabilitation et équipement de certains bâtiments devant abriter le Centre de Métiers des Travaux Publics de BERTOUA (Phase I)	Réhabilitation

N° Lot	Régions	Intitulés	Types d'intervention
2	Ouest	Réhabilitation et équipement de certains bâtiments devant abriter le Centre de Métiers des Travaux Publics de MBOUDA	Réhabilitation
3	Sud-Ouest	Réhabilitation et équipement de certains bâtiments devant abriter le Centre de Métiers des Travaux Publics de KUMBA	Réhabilitation

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de:

N° Lot	Intitulés	Coût Prévisionnel (FCFA TTC)
1	Réhabilitation et équipement de certains bâtiments devant abriter le Centre de Métiers des Travaux Publics de BERTOUA (Phase I)	67 242 641
2	Réhabilitation et équipement de certains bâtiments devant abriter le Centre de Métiers des Travaux Publics de MBOUDA	67 101 498
3	Réhabilitation et équipement de certains bâtiments devant abriter le Centre de Métiers des Travaux Publics de KUMBA	65 000 000
Total		199 344 139

5. Délai d'exécution

Le délai d'exécution maximum de chaque lot prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux est de huit (08) mois. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions à toutes les entreprises ou groupement d'entreprises de Bâtiments et Travaux Publics de droits camerounais de catégorie D du sous-secteur « Bâtiments et Equipements Collectifs».

7. Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'Investissement Public du Ministère des Travaux Publics, Exercices 2026, 2027 et 2028.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission est : «En ligne (online)». Autrement dit, il n'est pas possible de soumissionner hors ligne pour cet Appel d'Offres.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des Finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à :

N° Lot	Montant de la caution de soumission (FCFA)
1	500 000
2	500 000
3	500 000

La caution de soumission devra rester valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministre chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. Ladite caution doit être accompagnée du récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC).

DP 4

✓

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier d'Appel d'Offres (version physique) peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège abritant les Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi, au lieu dit Centre Administratif, porte 4/36, dès publication du présent avis. Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm) ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'Appel d'Offres peut être obtenue dans les services du Maître d'Ouvrage, notamment à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège abritant les Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi au lieu dit Centre Administratif, porte 4/36, contre versement d'une somme non remboursable de cent cinquante mille (150 000) Francs CFA au titre des frais d'achat du DAO dès publication du présent avis. Lors du retrait du Dossier d'Appel d'Offres, les soumissionnaires devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (Boîte postale, Numéros de téléphone, fax Email...). Cette quittance devra identifier l'acheteur comme représentant l'Entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres. Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier d'Appel d'Offres par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 29 ~~03~~ 2026 à 11 heures. Une copie de sauvegarde non compressée de l'offre enregistrée sur clé USB, l'original de la caution de soumission et récépissé de dépôt délivré par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC) devront parvenir sous plis fermé au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège abritant les Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi, au lieu dit Centre Administratif, porte 4/36, au plus tard le 29 ~~03~~ 2026 à 11 heures, et déposée contre récépissé. Ce pli devra porter la mention :

« APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° ~~1111~~ 2026 / AONO/MINTP/CIPM- TCRI /2026
du ~~15/03~~ EN PROCEDURE D'URGENCE, POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE
REHABILITATION ET EQUIPEMENT DES CENTRES DE METIERS DES TRAVAUX PUBLICS,
DANS LES VILLES DE BERTOUA, MBOUDA ET KUMBA (LOTS 1, 2 ET 3).
(Copie de sauvegarde, Récépissé de la CDEC et l'original de la caution de soumission) »

Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative (Volume 1) ;
- 15 MO pour l'Offre Technique (Volume 2) ;
- 5 MO pour l'Offre Financière (Volume 3).

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

Les offres parvenues après la date et l'heure de dépôt des offres seront irrecevables. Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission établie selon le modèle proposé dans le DAO et délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des Finances et habilitée à émettre des

D 4 5

✓

cautions dans le cadre des Marchés Publics, valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres, accompagnée du récépissé CDEC.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Ces pièces administratives ont une durée de validité de trois (03) mois, cette date limite de validité des pièces administratives doit être postérieure à la date de lancement de l'Appel d'Offres.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 9 JUIL 2026 à **12 heures précises** dans la salle de réunion de la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux de Construction et de Réhabilitation des Infrastructures (CIPM-TCRI), placée auprès du Ministère des Travaux Publics, située au 3^{ème} étage de l'immeuble siège abritant les Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi, au lieu dit Centre Administratif.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

En cas d'absence (hormis le cautionnement) ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de quarante-huit (48) heures accordées par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

a) Pièces administratives incomplètes pour :

- Absence ou non-conformité du cautionnement (caution de soumission + CDEC) à l'ouverture des offres ;
- Non-production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis à l'exception du cautionnement (caution de soumission + CDEC) ;

b) Offre technique incomplète pour:

- Absence de la déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établies par le MINMAP;
- N'avoir pas satisfait au minimum de matériel en propre requis :
 - Une (01) bétonnière de 250 litres ;
 - Un (01) pickup (ou en location) ;
 - Un (01) groupe électrogène d'au moins 5 KVa;
 - Une (01) aiguille vibrante.
- Absence d'un Conducteur des Travaux remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO à savoir: Ingénieur en Génie Civil, niveau BAC+3 ou plus et inscrit à l'Ordre National des Ingénieurs de Génie Civil (ONIGC) ayant au moins cinq (05) ans d'expérience générale en BTP et ayant occupé le poste de Conducteur des Travaux ou de Chef chantier dans au moins deux (02) projets de construction ou de réhabilitation des bâtiments ;
- Absence d'une capacité de financement (Ligne de crédit disponible) délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministre en charge des Finances d'au moins :
 - **22 500 000 FCFA, pour le lot 1 ;**

AD 4 H

S

- 22 500 000 FCFA, pour le lot 2 ;
 - 22 000 000 FCFA, pour le lot 3.
 - N'avoir pas satisfait au moins 2/3 des critères essentiels avec obligatoirement le critère référence;
 - Absence de l'attestation de visite du site datée, cachetée et signée sur l'honneur par le soumissionnaire ;
 - Absence du rapport de visite du site documenté et illustratif, paraphé à chaque page et signé à la dernière page par le soumissionnaire.
- c) **Offre financière incomplète pour :**
- Absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, le BPU et le DQE) ;
 - Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
 - Absence d'un sous-détail de prix unitaires conformes au modèle fourni dans le DAO;
- d) **Fausse déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;**
- e) **Non-respect du format de fichier des offres;**
- f) **Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;**
- g) **Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée.**

15.2. Critères essentiels

Pour être qualifié, le soumissionnaire devra satisfaire au moins deux (02) critères sur les trois (03) critères avec obligatoirement le critère référence.

- a) Le personnel d'encadrement proposé sur 12 sous-critères ;
- b) Le matériel à mobiliser sur 07 sous-critères ;
- c) Les références du soumissionnaire sur 02 sous-critères.

NB : Un agent public sans justificatif de sa libération de la fonction publique ne sera pas évalué.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification administrative, technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées. Un soumissionnaire ne peut être attributaire de plus de deux (02) lots.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4^{ème} étage du bâtiment A de l'immeuble siège abritant les Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi, au lieu-dit Centre Administratif, Porte 4/36 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48 ou le Ministère des Travaux Publics au numéro 88 00 20 42.

Yaoundé le 30 Juin 2026

Le Ministre des Travaux Publics

Copies :

- MINMAP ;
- ARMP ;
- MINTP ;
- Président CIPM -TCRI ;
- Affichage chrono.



Emmanuel NGANQUE



150 OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS
No. 150 /AAONO/MINTP/CIPM-TCRI/ 2026 of 30 JUN 2026
**IN EMERGENCY PROCEDURE, TO REHABILITATE AND EQUIP PUBLIC
WORKS TRADE CENTRES IN BERTOUA, MBOUDA AND KUMBA (LOTS 1, 2
AND 3).**

**FINANCING: MINTP PUBLIC INVESTMENT BUDGET, FINANCIAL YEARS
2026, 2027 AND 2028.**

1. Subject of the Call for Tenders:

The purpose of this Call for Tenders is to rehabilitate and equip Public Works Trade Centres in Bertoua, Mbouda and Kumba (Lots 1, 2 and 3).

2. Scope of Works

The works to be carried out under this Call for Tenders include the following tasks:

- Site installation, delivery and removal of equipment, geotechnical studies and construction of structures;
- Cleaning and earthworks: Bush clearing, tree felling, ordinary excavation and disposal of material, lateritic gravel backfill and reshaping of the roadbed;
- Installation of structures;
- Foundations;
- Elevations;
- Wooden roof structure and covering;
- Waterproofing;
- Woodwork;
- Metalwork and ironwork;
- Aluminium joinery;
- High-voltage and low-voltage electrical systems;
- Air conditioning and ventilation;
- Sanitary plumbing;
- Surfacing;
- Suspended ceiling;
- Painting;
- Glazing works;
- Road and various service connection;
- Geotechnical studies and control.

3. Allotment

Works under this Call for Tenders shall be tendered for in **three (3) lots** as follows:

Lot No.	Regions	Designation	Type of Intervention
1	East	Rehabilitation and equipping of some buildings to host the Bertoua Public Works Trade Centre (Phase I)	Rehabilitation
2	West	Rehabilitation and equipping of some buildings that will host the MBOUDA Public Works Trade Centre	Rehabilitation
3	South-West	Rehabilitation and equipping of some buildings that will host the Kumba Public Works Trade Centre	Rehabilitation

4. Estimated Cost

The estimated cost after preliminary studies is:

Lot No.	Designation	Estimated Cost, (including taxes in CFAF)
1	Rehabilitation and equipping of some buildings that will host the Bertoua Public Works Trade Centre (Phase I)	67,242,641
2	Rehabilitation and equipping of some buildings that will host the Mbouda Public Works Trade Centre	67,101,498
3	Rehabilitation and equipping of some buildings that will host the Kumba Public Works Trade Centre	65,000,000
	Total	199,344,139

5. Execution Time Frame

The maximum execution time frame for each lot specified by the Project Owner is eight (8) months, with effect from the date of notification of the Order to commence service delivery.

6. Eligibility

Participation in this Call for Tenders shall be opened on equal conditions to category D contractors or consortium of the "Building and Public Facilities" sub-sector governed by Cameroonian law.

7. Financing:

Works under this Call for Tenders shall be financed by the MINTP Public Investment Budget, Financial Years 2026, 2027 and 2028.

8. Bidding Method

Bidding shall be carried out as follows: "Online". In other words, one cannot submit bids off-line for this Call for Tenders.

9. Bid Bond

Each tenderer must enclose with their administrative documents a hand-paid bid bond issued by a body or financial institution authorised, by the Minister in charge of Finance to issue bonds in the field of public contracts. The list of such institutions is available in Document 14 of the Tender Documents, whose amount shall be as follows:

Lot No.	Amount of Bid Bond (CFAF)
1	500,000
2	500,000
3	500,000

The bid bond shall be valid for up to thirty (30) days beyond the initial tender validity date. The absence of a bid bond issued by a first-class bank or first-rate financial institution authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds as part of public contracts shall result in the outright rejection of the tender. A bid bond having no connection with the consultation concerned shall not be taken into account. A bid bond presented by a tenderer during the bid opening session shall be rejected. This bond must be accompanied by an acknowledgement receipt issued by the Deposits and Consignment Fund (CDEC).

10. Consultation of Tender Documents

The Tender Documents (hard copy) may be consulted during working hours at the Tenders Unit, Department of Contracts, at the Ministry of Public Works in Yaounde, located on the 4th floor of Block A of the headquarters building hosting central services of the Ministry of Public Works, located at Etoudi, administrative centre, Room 4/36, upon publication of this Call for Tenders. It can also be consulted online via the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the website of the PCRA (www.armp.cm) or any other electronic communication means indicated by the Project Owner.

11. Acquisition of Tender Documents

The hard copy of the Tender documents may be obtained in the Project Owner's offices at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Block A of the headquarters

Handwritten marks: a checkmark, a signature, and some scribbles.

building hosting central services of the Ministry of Public Works, at Etoudi, administrative centre, room 4/36, upon presentation of a receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of one hundred and fifty thousand (150,000) CFA francs. Upon withdrawal of tender documents, tenderers shall be registered by indicating their full address (P.O. Box, Telephone number, Fax, E-mail, etc.).

The said receipt must identify the payer as the representative of the contractor willing to participate in the Call for Tenders. It is also possible to obtain the soft copy of Tender Documents by free download from the COLEPS platform, accessible via the addresses indicated above. However, on-line tendering is subject to the payment of Tender Documents purchase fee.

12. Submission of Tenders

Tenderers shall forward the bid through the COLEPS platform no later than 9 JUL 2026 at 11 a.m. An uncompressed back-up copy of the bid saved on a USB drive, the original of the bid bond and the Deposit and Consignment Fund (CDEC) acknowledgement receipt, shall be submitted, against a receipt and in a sealed envelope, at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Block A of the headquarters building, hosting central services of the Ministry of Public Works, located at Etoudi, administrative centre, room 4/36, no later than 9 JUL 2026 at 11 a.m. It shall bear the following:

"OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS No. 0011 2026 / AONO/MINTP/CIPM- TCRI /2026 of 0011 2026 IN EMERGENCY PROCEDURE, TO REHABILITATE AND EQUIP PUBLIC WORKS TRADE CENTRES IN BERTOUA, MBOUDA AND KUMBA (LOTS 1, 2 AND 3). (Backup copy, CDEC acknowledgement receipt and original of the bid bond)"

File size and format

The maximum size of the documents that will transit on the platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative Bid (Volume 1);
- 15 MB for the Technical Bid (Volume 2);
- 5 MB for the Financial Bid (Volume 3);

Accepted formats include:

- PDF format for texts;
- JPEG for pictures.

Candidates shall make sure that a compression software is used to reduce the size of the files to be forwarded.

13. Bid Admissibility

Tenders received after the submission deadline shall be rejected.

Any bid not complying with the requirements of the Tender Documents shall be rejected. This is particularly relevant in the absence of the bid bond established in keeping with the model indicated in the Tender Documents and issued by a body or a financial institution approved by the Minister in charge of Finance and authorised to issue bonds within the framework of Public Contracts, which is valid for thirty (30) days with effect from the expiration of the tender validity, together with the CDEC receipt.

Tenderers shall submit only the originals or certified true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service, in accordance with the requirements of the Special Tenders Regulation, otherwise they will be rejected.

A bid bond having no connection with the consultation concerned will not be taken into account.

A bid bond presented during bid opening session will be rejected.

These administrative documents shall be valid for three (3) months and the validity deadline shall not expire before the Call for Tenders launching date.

14. Opening of Tenders

Tenders shall be opened at once on 9 JUL 2026 at noon prompt in the meeting room of the Internal Tenders Board for Infrastructure Construction and Rehabilitation Works (CIPM-TCRI) at the Ministry of Public Works, located on the 3rd floor of the headquarters building hosting central services of the Ministry of Public Works, located at Etoudi, administrative centre.

Only tenderers may attend the opening session or be represented there by a duly mandated person of their choice, even in the case of consortium.

Lest they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of administrative documents, certified by the issuing service, or the relevant administrative authority, in keeping with the requirements of the Special Tenders Regulation. They must be less than three (3) months old or must have been established after the date of signature of the Call for Tenders.

In the event of the absence (excluding the bid) or non-compliance of any document in the administrative file during the tender opening session, despite the 48-hour deadline extension granted by the Board, the bid will be rejected.

15. Evaluation Criteria

15.1 Eliminatory Criteria

a) Incomplete administrative documents:

- Absence or non-compliance of the bond (bid bond + CDEC) during the opening of tenders;
- Failure to submit a document deemed non-compliant or missing from the administrative file during the bid opening session, despite the 48-hour extension, except the bond (bid bond+ CDEC);

b) Incomplete technical bid for:

- Absence of a formal declaration attesting that the bidder did not abandon a contract over the past three years and that he is not on the list of failing companies drawn up by the Ministry of Public Contracts (MINMAP);
- Failure to meet the minimum in-house equipment requirement:
 - One (1) 250-l-capacity concrete mixer;
 - One (1) pickup truck (even a rented one);
 - One (1) generator with a capacity of at least 5 kVA
 - One (1) poker vibrator.
- Absence of a Works Supervisor meeting the specific qualification and experience requirements under the Special Tenders Regulation, including: Civil Engineer, with GCE A-L+3 at least and enrolled into the National Order of Civil Engineers (NOCE), with minimum five (5) years of general experience and must have been a works supervisor or site foreman on at least two (2) building construction or rehabilitation projects;
- Lack of a financing capacity (available credit line), issued by a first class bank approved by the Minister in charge of Finance, of at least:
 - 22,500,000 CFAF, for lot 1;
 - 22,500,000 CFAF, for lot 2;
 - 22,000,000 CFAF, for lot 3.
- Failure to meet at least 2/3 of the essential criteria, including the reference criterion;
- Absence of the dated and stamped attestation of site visit, formally signed by the tenderer;
- Absence of a documented and illustrated site visit report, initialled on each page and signed on the final page by the tenderer.

c) Incomplete technical bid for:

- Absence of an element of the financial offer (bid, Unit Price Schedule, Bill of Quantities);
- Absence of a quantified unit price in the offer;
- Absence of a breakdown of unit prices compliant with the model provided in the Tender Documents;

d) False declarations, fraudulent practices or forged documents;

e) Non-compliance with the file format for tenders;

f) Absence of the stamped and signed integrity policy;

g) Absence of the declaration of commitment to respect environmental and social clauses, dated and signed;

15.2. Essential Criteria

To be qualified, the tenderer must meet at least two (2) of the three (3) essential criteria, including the reference criterion.

- a) Proposed supervisory staff on 12 sub-criteria;
- b) Equipment to be mobilised on 7 sub-criteria;

c) Contractor's references on 2 sub-criteria.

Note: Any State employee without proof of release from the public service shall not be considered in the assessment.

16. Contract Award

The Project Owner shall award the contract to the lowest bidder meeting the required administrative, technical and financial qualification criteria, including any proposed discounts. A bidder shall not be awarded more than two (2) lots.

17. Tender Validity:

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of **ninety (90)** days with effect from the initial tender submission deadline.

18. Further Information

Further information can be obtained during working hours at the Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor of Block A of the headquarters building hosting Central Services of the Ministry of Public Works at Etoudi, administrative centre, Room 4/36, or on line on COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other electronic means of communication indicated by the Project Owner.

19. Fight Against Corruption and Malpractice

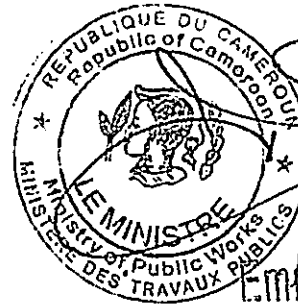
To report corrupt practices, facts or acts, or any other malpractice, please contact CONAC, by dialling 1517, or the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) on: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48 or the Ministry of Public Contracts via the number 88 00 20 42.

30 JUN 2026
Yaounde,

The Minister of Public Works

Copies:

- MINMAP;
- PCRA;
- MINTP;
- Chairperson of CIPM-TCRI;
- Notice board/Chrono.



Emmanuel NGANOU L.